

IMMOBILIERE DASSAULT SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 36.889.481,60 €
Siège social : 9, Rond-point des Champs-Élysées Marcel Dassault – 75008 PARIS
783 989 551 RCS PARIS

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 31 MAI 2011

L'an deux mille onze,
le 31 mai à 17 heures,

les actionnaires de la société IMMOBILIERE DASSAULT SA, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 36.889.481,60 €, ayant son siège social 9, Rond-point des Champs-Élysées Marcel Dassault – 75008 PARIS et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 783 989 551 (la « **Société** ») se sont réunis au siège social, sur convocation du directoire effectué au moyen :

- d'une première publication de l'avis de réunion/convocation au BALO du 22 avril 2011
- d'une deuxième publication de l'avis de réunion/convocation dans le journal d'annonces légales « Journal Spécial des Sociétés » le 14 mai 2011 et au BALO le 16 mai 2011,
- de lettres simples adressées aux actionnaires nominatifs le 16 mai 2011.

Les Commissaires aux comptes, convoqués par lettre recommandées avec avis de réception en date du 10 mai 2011 sont présents.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée entrant en séance.

L'assemblée est présidée par Monsieur Laurent DASSAULT, en sa qualité de Président du Conseil de surveillance.

Sont appelés comme scrutateurs :

- la société GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT, représentée par Madame Marie-Hélène HABERT,
- la société FONCIERE, FINANCIERE ET DE PARTICIPATIONS, représentée par Monsieur Sébastien COQUARD,

Madame Marie HUBERT-THOMAZEAU est désignée comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés possèdent plus du quart du capital social. L'assemblée est en conséquence déclarée régulièrement constituée pour délibérer valablement.

Monsieur le Président dépose sur le bureau :

- les statuts de la Société ;
- de l'avis de réunion/convocation publié au BALO du 22 avril 2011 ;
- de l'avis de réunion/convocation publié dans le journal d'annonces légales « Journal Spécial des Sociétés » le 14 mai 2011 et au BALO le 16 mai 2011 ;
- les copies des lettres de convocations des actionnaires nominatifs et les lettres de convocations des commissaires aux comptes accompagnés de leurs accusés de réception ;
- la feuille de présence accompagnée des pouvoirs des actionnaires représentés ou des formulaires de vote par correspondance ;
- l'ordre du jour de la réunion ;
- le rapport de gestion du Directoire présenté à l'assemblée contenu dans le document de référence 2010 ;
- le rapport du Conseil de surveillance contenant observations sur l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
- le rapport du Président du Conseil de surveillance sur les procédures de contrôle interne et le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur ledit rapport ;
- les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
- le rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
- le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements règlementés ;
- le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
- le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée aux salariés ;
- le rapport des Commissaires aux comptes sur la réduction du capital par annulation d'actions ;
- le texte des résolutions proposées.

Monsieur le Président déclare :

- que les formules de pouvoirs adressées aux actionnaires par la Société étaient accompagnés des documents et comportaient les mentions prévus par l'article R. 225-81 du Code de commerce ;
- que les documents et renseignements énumérés à l'article R. 225-83 dudit Code ont été adressés avant l'assemblée générale aux actionnaires qui en ont fait la demande, dans les conditions fixées par l'article R. 225-88 du même Code ;
- que les documents et renseignements énumérés aux articles L. 225-115 et R. 225-83 du Code de commerce ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social ;
- que les informations et documents énumérés à l'article R. 225-73-1 du Code de commerce ont été publiés sur le site internet de la Société, vingt-et-un jours au moins avant la date de l'assemblée générale ;
- et qu'en outre, les documents et renseignements ci-après ont notamment été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, un mois au moins avant la date de l'assemblée générale, à savoir notamment :
 - le projet des résolutions présentées par le Directoire ;
 - le rapport de gestion du Directoire à l'assemblée, le rapport du Conseil de surveillance et le rapport du Président du Conseil de surveillance sur les procédures de contrôle interne ;
 - un document mentionnant l'état civil des membres du Conseil de surveillance ;

- le rapport général et l'ensemble des rapports spéciaux des Commissaires aux comptes ;
- les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
- l'inventaire des valeurs actives et passives au 31 décembre 2010 ;
- le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Puis, Monsieur le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription ; Délégation de compétence donnée au Directoire en vue de décider des augmentations de capital soit par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, soit par incorporation de primes, réserves, bénéfices ;
- Limitation globale des autorisations ;
- Dans le cadre des dispositions de l'article L.225-129-6 al. 1 du Code de commerce, autorisation à conférer au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions réservées aux salariés et anciens salariés adhérents à un plan d'épargne entreprise, un plan d'épargne interentreprises ou un plan d'épargne pour la retraite collectif dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail ; suppression du droit préférentiel de souscription aux actions à émettre au profit desdits salariés et anciens salariés ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur une autorisation à conférer au Directoire à l'effet de réduire le capital ; Autorisation à conférer au Directoire en cas de réalisation du rachat par la Société de ses actions, pour réduire le capital par annulation des actions rachetées et procéder aux modifications statutaires corrélatives.

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- Rapport de gestion du Directoire et rapport du Conseil de surveillance sur l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
- Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
- Rapport du Président du Conseil de surveillance rendant compte de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société ; Rapport des commissaires aux comptes sur ce rapport ;
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, quitus aux membres du Directoire et du Conseil de surveillance ainsi qu'aux Commissaires aux comptes pour l'exercice de leur mission au cours de l'exercice écoulé ;
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ; Distribution de dividendes et affectation en report à nouveau de la partie des dividendes auxquels les actions auto-détenues par la Société ne peuvent donner droit ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées ; Approbation des conventions visées dans ce rapport ;

- Fixation du montant des jetons de présence à allouer au Conseil de surveillance pour l'exercice en cours ;
- Autorisation à conférer au Directoire pour procéder à un programme de rachat par la Société de ses propres actions, conformément aux dispositions de l'article 225-209 du Code de commerce ; Définition des finalités et des modalités de l'opération ainsi que son plafond ;
- Ratification de la nomination par cooptation de Monsieur Jean-Philippe PEUGEOT en qualité de membre du Conseil de surveillance ;
- Remplacement d'un commissaire aux comptes suppléant ;
- Pouvoirs pour formalités.

Conformément aux recommandations de l'AMF, Monsieur le Président sollicite de l'assemblée que le Directoire et les Commissaires aux comptes soient dispensés de la lecture de leurs rapports, au profit d'une description de l'activité d'IMMOBILIERE DASSAULT au cours de l'exercice 2010. L'assemblée accorde cette dispense.

Les membres du Directoire présentent l'activité de la Société au cours de l'exercice 2010, puis le collège des Commissaires aux comptes fait part du contenu de ses rapports et observations.

Puis la discussion est déclarée ouverte.

Différentes observations sont échangées, puis, personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes, figurant à l'ordre du jour :

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

(Délégation de compétence donnée au Directoire en vue de décider des augmentations de capital soit par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, soit par incorporation de primes, réserves, bénéfices)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires et conformément aux dispositions des articles L.225-129-2 et L.228-92 du Code de commerce, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et constaté la libération intégrale du capital :

- 1^o) délègue au Directoire, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du jour de la présente Assemblée, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de toutes valeurs mobilières (y compris des titres de créances) donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la Société ;
- 2^o) décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par le Code de commerce, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible. En outre, le Directoire aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande ;

si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Directoire pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après : (i) limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée, (ii) répartir librement tout ou partie des titres non souscrits, ou (iii) offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;

- 3) décide que l'émission de bons de souscription d'actions de la Société en application des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce pourra avoir lieu soit par offre de souscription dans les conditions prévues ci-dessus, soit par attribution gratuite aux propriétaires d'actions anciennes ;
- 4) constate que, le cas échéant, la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions de la Société susceptibles d'être émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
- 5) délègue au Directoire, durant une période de vingt-six (26) mois à compter du jour de la présente Assemblée, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital de la Société par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible et sous forme d'attribution d'actions gratuites ;

décide que le montant total des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées, augmenté du montant nécessaire pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions, ne pourra être supérieur au montant des comptes de réserves, primes ou bénéfices visés ci-dessus qui existent lors de l'augmentation de capital ;

- 6) décide que le Directoire aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation à son Président, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis et, le cas échéant, de prévoir les conditions de leur rachat en Bourse, la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois, et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

en outre, le Directoire ou son Président pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les prime(s) d'émission des frais entraînés par la réalisation des émissions, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentation(s) de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;

en cas d'émission de titres de créance donnant accès immédiatement et/ou à terme aux actions de la Société, le Directoire aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à son Président, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt et les modalités de paiement des intérêts, leur durée, qui pourra être déterminée ou indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société ;

7) décide que la présente délégation rend caduque à hauteur des montants non utilisés toute délégation antérieure de même nature.

Cette résolution mise aux voix est : adoptée à l'unanimité.

Pour : 5.132.537 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

DEUXIEME RESOLUTION

(Limitation globale des autorisations).

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, et comme conséquence de l'adoption de la première résolution ci-dessus, décide que le montant nominal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu des délégations de compétence conférées par la résolution qui précède, ne pourra être supérieur à 9.222.370 €, étant précisé qu'à ce montant nominal s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal des actions à émettre en supplément pour préserver, conformément au Code de commerce, les droits des titulaires des valeurs mobilières donnant droit à des actions.

Le plafond visé ci-dessus ne s'applique pas aux augmentations de capital par incorporation de réserves, visées au paragraphe 5) de la première résolution.

Cette résolution mise aux voix est : adoptée à l'unanimité

Pour : 5.132.537 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

TROISIEME RESOLUTION

(Augmentations de capital réservées aux salariés adhérents à des plans d'épargne collective – Résolution non agréée par le Directoire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés et anciens salariés adhérents à un plan d'épargne collective, décide

- 1) décide dans le cadre des dispositions des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail et des articles L.225-129-6 alinéa 1 et L.225-138-1 du Code de commerce, de déléguer compétence, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du jour de la présente Assemblée, au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, et sur ses seules décisions, par émissions d'actions souscrites en numéraire réservées aux salariés et/ou anciens salariés de la Société et des sociétés et groupements qui lui sont liés au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce adhérents (selon le cas, directement ou par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Placement) d'un Plan d'Epargne Entreprise, d'un Plan d'Epargne Interentreprises ou d'un Plan d'Epargne pour le Retraite Collective (PERCO), définis par les articles L.3332-1 et suivants et R.3332-7 et suivants du Code du travail ;
- 2) décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la délégation susvisée, ne pourra excéder un montant maximum de 3 % du capital de la Société ;

- 3) décide que le prix de souscription des actions nouvelles de la Société qui seront émises par le Directoire en vertu de la présente délégation devra être déterminé conformément aux dispositions de l'article L. 3332-19 du Code du travail ;
- 4) décide de renoncer expressément au droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles à émettre au bénéfice des salariés et anciens salariés adhérents aux plans d'épargne collective sus-visés ;
- 5) décide que chaque augmentation de capital ne sera réalisée qu'à concurrence du montant des actions souscrites par les salariés, individuellement ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement.
- 6) donne tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation à son Président dans les conditions fixées par le Code de commerce, pour mettre en œuvre, en une ou plusieurs fois, la présente délégation, à l'effet notamment de déterminer si les émissions auront lieu directement au profit des bénéficiaires susvisés ou par l'intermédiaire d'organismes de placements collectifs en valeurs mobilières, de fixer les montants à émettre, de déterminer les dates des émissions, celles d'ouverture et de clôture des souscriptions, d'arrêter le prix d'émission des actions nouvelles à créer dans les limites des textes législatifs et réglementaires en vigueur, leur date de jouissance, les modalités de libération des actions, étant précisé que le délai de libération ne peut être supérieur à trois ans, de constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions effectivement souscrites, de demander l'admission en Bourse des titres créés, d'apporter aux statuts les modifications rendues nécessaires par l'utilisation de la présente délégation ; à l'effet plus généralement de déterminer les conditions et les modalités des opérations effectuées dans le cadre de la présente résolution, de procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et de prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords ou conventions pour parvenir à leur bonne fin ;
- 7) autorise en outre, le Directoire à procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission des frais entraînés par la réalisation des émissions.

Cette résolution mise aux voix est : rejetée à la majorité

Pour : 149.520 voix

Contre : 4.983.017 voix

Abstention : 0 voix

QUATRIEME RESOLUTION

(Autorisation à conférer au Directoire à l'effet de réduire le capital dans le cadre du programme de rachat d'actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Directoire, conformément à l'article L. 225-209 du Code de commerce, pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter du jour de la présente Assemblée :

- 1) à annuler, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, tout ou partie des actions acquises en vertu de l'autorisation donnée par l'assemblée générale de ce jour dans sa onzième résolution, et ce, dans la limite de 10 % du capital social de la Société ;
- 2) à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre le prix d'achat des actions et leur valeur nominale sur les postes « Report à nouveau », « Primes d'émission », « Autres réserves », et/ou sur la fraction de la « Réserve légale » qui dépasse 10 % du capital social,
- 3) à modifier en conséquence les statuts et à accomplir toutes les formalités nécessaires.

Cette résolution mise aux voix est : adoptée à l'unanimité

Pour : 5.132.247 voix

Contre : 290 voix

Abstention : 0 voix

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

CINQUIEME RESOLUTION

(Approbation des comptes de l'exercice 2010)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Directoire sur l'exercice clos le 31 décembre 2010 auquel est joint le rapport du Président du Conseil de surveillance prévu par l'article L.225-68 du Code de commerce, du rapport du Conseil de surveillance contenant observations sur le rapport de gestion du Directoire et sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et du rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil de surveillance établi en application de l'article L.225-68 du Code de Commerce,

- 1) approuve, tels qu'ils lui ont été présentés, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 se soldant par un bénéfice de 3.748.009,53 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports ;
- 2) prend acte que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ne comprennent aucune dépense ou charge non déductible relevant de l'article 39-4 du Code Général des Impôts ;
- 3) et en conséquence, donne quitus aux membres du Directoire et du Conseil de surveillance pour l'exercice de leurs fonctions, ainsi qu'aux Commissaires aux comptes pour l'exercice de leur mission, au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution mise aux voix est : adoptée à l'unanimité

Pour : 5.132.537 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

SIXIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat 2010)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 3.748.009,53 €, décide d'affecter ce résultat au compte « Report à nouveau » qui passera d'un montant de - 3.303.027,18 € à un montant de 444.982,35 € et de doter la réserve légale d'un montant égal à 5% du solde positif du compte « Report à nouveau » soit 22.249,12 €, ce qui portera le solde du compte « Report à nouveau » à un montant de 422.733,23 €.

Cette résolution mise aux voix est : adoptée à l'unanimité

Pour : 5.132.537 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

SEPTIEME RESOLUTION

(Distribution de dividendes)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, décide de distribuer aux actionnaires à titre de dividende la somme de 1.814.236,80 €, correspondant à un dividende de 0,30 € par action (sur la base d'un capital composé de 6.047.456 actions) prélevée sur le compte « Autres réserves (réserves diverses) ».

Ce dividende ouvrira droit, pour les personnes physiques résidentes fiscales en France, à un abattement de 40% conformément aux dispositions du 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

En application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'assemblée générale prend acte que les distributions de dividendes réalisées au titre des exercices 2009, 2008 et 2007 ont été les suivantes :

Exercices	Dividende par action* donnant droit à l'abattement prévu au 2° du 3. de l'article 158 du CGI
Exercice clos le 31 décembre 2009	0,25 €
Exercice clos le 31 décembre 2008	0,20 €
Exercice clos le 31 décembre 2007	0,20 €

** sur la base d'un capital social composé de 4.319.612 actions*

Cette résolution mise aux voix est : adoptée à l'unanimité

Pour : 5.132.537 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

HUITIEME RESOLUTION

(Affectation en report à nouveau des dividendes auxquels les actions auto-détenues ne peuvent pas donner droit)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire :

- 1°) constate, en application de l'article L.225-210 alinéa 4 du Code de commerce, que les actions, qui seront auto-détenues par la Société au jour de la mise en paiement du dividende dont la distribution a été décidée aux termes de la septième résolution ci-dessus, ne pourront en aucun cas donner droit à versement de dividendes, et
- 2°) décide que la somme, qui correspondra aux dividendes auxquels les actions auto-détenues par la Société ne pourront pas donner droit, sera affectée de plein droit au compte « Report à nouveau ».

Cette résolution mise aux voix est : adoptée à l'unanimité

Pour : 5.132.537 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

NEUVIEME RESOLUTION
(Conventions réglementées)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article L.225-86 du Code de commerce, approuve, dans les conditions fixées à l'article L.225-88 du Code de commerce, les conventions mentionnées dans ledit rapport.

Cette résolution mise aux voix est : adoptée à la majorité étant précisé que les actions de l'actionnaire concerné ont été déduites du quorum et de la majorité

Pour : 1.551.072 voix
Contre : 32.266 voix
Abstention : 0 voix

DIXIEME RESOLUTION

(Allocation de jetons de présence au Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, décide d'allouer des jetons de présence aux membres du Conseil de surveillance et du Comité stratégique et d'en fixer le montant global à la somme de 40.000 € pour l'exercice en cours, à charge pour le Conseil de surveillance d'en assurer la répartition en son sein.

Cette résolution mise aux voix est : adoptée à l'unanimité

Pour : 5.132.537 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix

ONZIEME RESOLUTION

(Programme de rachat d'actions – Autorisation à conférer au Directoire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, autorise le Directoire, avec faculté de délégation, pour une période de dix-huit (18) mois, conformément aux articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite de 10% du nombre d'actions composant le capital social actuel, soit 604.745 actions sous réserve du nombre d'actions déjà détenues par la Société dans le cadre de son contrat de liquidité.

Les acquisitions pourront être effectuées en vue de :

- 1) conserver les actions et les remettre ultérieurement en paiement ou à l'échange à l'occasion d'opérations de croissance externe ;
- 2) assurer l'animation sur le marché du titre par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- 3) assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- 4) annuler des actions, sous réserve de l'adoption de la cinquième résolution ci-avant.

Ces rachats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Directoire appréciera, y compris en période d'offre publique dans la limite de la réglementation boursière. Toutefois la Société n'entend pas recourir à des produits dérivés.

Le prix maximum de rachat est fixé à 25 € par action. En cas d'opération sur le capital notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions, le montant sus-indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

Le montant maximal de l'opération est ainsi fixé à 15.118.625 €.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Directoire à l'effet de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions et les modalités, de conclure tous accords et d'effectuer toutes formalités.

Cette résolution mise aux voix est : adoptée à la majorité

Pour : 4.999.277 voix

Contre : 133.260 voix

Abstention : 0 voix

DOUZIEME RESOLUTION

(Ratification de la nomination par cooptation d'un membre du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, sur proposition du Président du Directoire de la Société, décide de ratifier la cooptation en qualité de membre du Conseil de surveillance de :

Monsieur Jean-Philippe Peugeot
né le 7 mai 1953, à Paris 15^{ème}

demeurant 35, avenue Henri Bergson 92380 Garches

pour la durée restant à courir de mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire à se tenir dans l'année 2012 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cette résolution mise aux voix est : adoptée à l'unanimité

Pour : 5.132.537 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

TREIZIEME RESOLUTION

(Remplacement d'un commissaire aux comptes suppléant)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, sur proposition du Président du Directoire de la Société, décide de nommer Monsieur Raymond Pétroni, 61, rue Henri Régault, 92400 Courbevoie en remplacement de Monsieur Michel Rosse suite à l'arrêt d'activité de ce dernier, en tant que commissaire aux comptes suppléant de la Société, pour la durée restant à courir de son mandat qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

Cette résolution mise aux voix est : adoptée à l'unanimité

Pour : 5.132.537 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

QUATORZIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès verbal de la présente assemblée pour effectuer tous dépôts, déclarations ou publications légales ou autres.

Cette résolution mise aux voix est : adoptée à l'unanimité

Pour : 3.721.694 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, Monsieur le Président remercie les actionnaires et déclare la séance levée à 18h15.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président

Le Secrétaire

Les Scrutateurs